

Genève-Annecy, fission ou fusion olympique ?

Alors que les jeux sont faits pour 2014, la procédure pour obtenir les JO d'hiver 2018 est lancée et tout reste à faire. Annecy, Gap, Grenoble, Genève et d'autres villes se portent candidates à l'obtention des Jeux olympiques d'hiver. Avec ces candidatures, c'est désormais toute la région alpine qui se métamorphose en conquérante de l'olympisme.

OLYMPISME Le temps olympique coule des jours heureux. De nombreuses villes sont sensibles au mouvement dit olympique et beaucoup d'entre elles convoitent les précieux Jeux Olympiques, ces fameux «J-O», sésame pour une connaissance – avant la reconnaissance – universelle. Pour les villes, le label J.O est l'un des moyens qui sonne à leurs yeux comme une promotion sans égal dans le monde entier. Des millions de télévisions pour des milliards d'yeux, cela en fait du monde au balcon et des retombées diverses et variées. Il est vrai que les J.O demeurent la plus grande manifestation de la planète. A titre d'exemple, les derniers jeux de Turin ont rassemblé plus de deux milliards de spectateurs. Alors les villes bataillent pour remplir toutes les conditions demandées par le Comité International Olympique (CIO), redoublant d'ingéniosité en présentant des concepts innovants, durables et différents.

Genevois candidat

Et la région dans laquelle nous vivons est le témoin actuel d'une tendance à l'«olympisation» du temps. Les grandes villes régionales postulent toutes à recevoir

les Jeux olympiques d'hiver. Alpes obligent. Ce massif a tout d'olympique. Les 1^{ers} Jeux olympiques d'hiver ne se sont-ils pas en effet déroulés à Chamonix en 1924? Et les seconds en 1928 à Saint-Moritz? Mais quid de 2018? Qui l'emportera? Peut-être la province du «genevois»... Qu'il soit historique (qui allait jusqu'à Annecy sans inclure Genève) ou actuel (autour de Genève sans inclure Annecy). «Genève va-t-elle tuer Annecy?» titrait le Dauphiné libéré en décembre dernier. Voilà l'un des indices qui montre que la candidature genevoise secoue l'arbre annécien et les stratégies françaises qui avaient été lancées depuis lors pour conquérir le graal olympique. Il faudra peut-être revoir les copies.

L'ambition 2018

Genève a rejoint les candidatures d'Annecy, de Gap et de Grenoble pour les JO de 2018. Simple coup de pub opportuniste? Ou réelle volonté animée des meilleures intentions pour faire de Genève une cité olympique pour l'avenir? On pourrait peut-être croire que les vieilles candidatures ont plus de chance que les plus récentes. Mais c'est sans compter les coups de cœur momentanés,

les coups de gueule ou encore les coups de tête qui peuvent inciter au dernier moment les votants à préférer telle ville plutôt qu'une autre. Qui a dit un jour qu'un membre du CIO avait voté pour la ville dont le cadre offrirait des boutiques agréables pour son épouse et sa petite famille? Certainement une rumeur... S'emparer de la couronne olympique n'est cependant pas qu'une affaire d'opportunité ou d'ère du temps. La sélection obéit à un rituel administratif bien rôdé, avec un corps de votants fait à la fois de VIP, d'anciens grands champions, ou d'ex-administrateurs de telle fédération ou de comités sportifs. Et les convaincre que leur ville est LA ville, c'est tout un travail qui s'étale sur plusieurs années. Certains se mettent à rêver d'ores et déjà que l'alliance entre plusieurs villes pourrait sonner comme un «bon coup», suffisamment original – qui plus est si ce sont des villes de pays différents – pour étoffer leur dossier et remporter la partie.

Villes unies pour une France gagnante

Alors que certaines villes pourtant très proches l'une de l'autre au point de vue géographique ne pensent pas à candidater en

commun, ou du moins à créer une synergie entre elles, d'autres avancent ensemble. L'alliance sous forme d'association entre les villes d'Annecy, Gap et Grenoble sous le nom de «Montagne 2018» est une technique pour convaincre le Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF) de soutenir une candidature alpine aux JO 2018. L'union régionale fait désormais la force. Après la grande déconvenue de Paris 2012 qui avait entraîné l'oubli des candidatures hivernales pour 2014, la France semble être en train de se remettre. Le nouveau Secrétaire d'Etat aux Sports Bernard Laporte s'est dit favorable il y a un peu plus d'un mois à la candidature des villes françaises alpines. Le patron du CNOSF Henri Sérandour et la nouvelle ministre des Sports Roselyne Bachelot ont eux aussi fait des déclarations favorables dans ce sens. Savoir perdre un jour pour mieux gagner le lendemain, l'esprit sportif français retrouve une belle allure. Nous verrons bientôt qui l'emportera dans cette stratégie propre à plusieurs villes françaises concurrentes. Au-delà de cette alliance franco-française et au-delà des frontières entre nations, un projet transfrontalier a-t-il des chances de voir le jour?

De la fission à la fusion Annecy-Genève

Avec l'association Olympiquons-nous, on peut faire remonter l'idée d'une candidature d'Annecy aux Jeux olympiques d'hiver à 1999. Pour Genève, avec le GEJO2018, c'est 2007 ou 2003 si l'on tient compte des débuts du comité exploratoire. Nouer les candidatures d'Annecy et de Genève pour une candidature simplement régionale serait-il totalement stupide ou carrément utopique? Il est vrai que le nouveau maire d'Annecy Jean-Luc Rigaut n'a appris la candidature de la cité de Calvin qu'après le 14 décembre dernier. Et dans le projet des JO d'hiver à Genève, initié par Marco Torriani, président du comité exploratoire GEJO 2018, aucune mention ni tendance à vouloir faire front commun avec la Venise savoyarde. Alors peut-être est-il encore un

peu trop tôt pour parler d'union régionale olympique entre les deux plus belles cités lacustres alpines. Les deux sœurs jumelles sont clairement pour l'instant indépendantes. Même si le sceau du Mont-Blanc pourrait les rapprocher par la force des choses. Les deux villes ont trop de points communs pour rester indifférentes l'une envers l'autre. Si Annecy gagne, on peut penser que Genève gagnera aussi. Le dossier de candidature d'Annecy inclut la puissance hôtelière de Genève, son image de marque, et son aéroport international. A aucun moment, Annecy ne pourrait se passer de sa voisine. L'inverse est tout aussi vrai. Genève est mondialement reconnue comme la porte d'entrée sur les Alpes et le Mont-Blanc. Mont-Blanc qui n'est d'ailleurs pas visible d'Annecy mais formidablement voyant de Genève. Alors une candidature de Genève sans une épreuve dans le massif du Mont-Blanc, cela risquerait d'être une anomalie.

Lex olympica

La Charte olympique dispose à propos des JO d'hiver, en son article 35, que «lorsque pour des raisons géographiques ou topographiques, il est impossible d'organiser certaines épreuves ou disciplines d'un sport dans le pays d'une ville hôte, le CIO peut, à titre exceptionnel, en autoriser le déroulement dans un pays limitrophe»... N'y

aurait-il pas là un élément qui rendrait possible dans les faits une organisation olympique sur plusieurs territoires nationaux et qui irait dans le sens d'une candidature officielle commune Annecy-Genève? Parce qu'en réalité et en la matière, tout doit nécessairement rester officieux. Officiellement et traditionnellement, les JO se déroulent dans une même ville hôte dans un seul pays. C'est la règle. Et ceci, même si le CIO précise bien que les Jeux Olympiques sont des compétitions entre athlètes et pas entre nations. La frontière semble en ce domaine être insurmontable. Oui pour des épreuves dans plusieurs pays, non au regroupement de plusieurs villes de pays différents en une seule candidature. C'est en gros ce qui ressort des dispositions de la lex olympica. Rappelons-nous pourtant 1956 où les Jeux d'été se sont déroulés dans

deux villes différentes (Stockholm et Melbourne), dans deux pays différents (Suède et Australie), sur deux continents différents (Europe et Océanie) en deux temps différents (juin et novembre). Ce cas n'est pas généralisable – les épreuves d'équitation ne purent se dérouler en Australie pour une raison de mise en quarantaine - mais il permet de rêver à une candidature commune, tout du moins à deux candidatures alpines qui ne s'excluaient pas l'une de l'autre. Car Genève ou Annecy, c'est le même combat.

Genève 2018 programmerait des sites dans le Jura, dans le Valais, dans le Canton de Vaud mais pourquoi pas aussi au plus près du Mont-Blanc, dans la patinoire de Megève, dans celle d'Annecy, sur la piste Verte des Houches, et le ski de fond dans le massif des Aravis? Annecy 2018 programmerait des sites au Grand-Bornand, aux Contamines, à Avoriaz, mais pourquoi pas à la patinoire de Genève, à Sion ou à Zermatt? Tout est encore possible ■ bp →

“ Les grandes villes régionales postulent toutes à recevoir les Jeux Olympiques d'hiver ”

contact www.olympic.org
www.lamontagnepour2018.com
www.olympiquons-nous.com